ANALYSE 2017
4 décembre

C E T R I
Centre tricontinental

PANAMA : MOUVEMENTS SOCIAUX À LA PEINE FACE À L'HÉGÉMONIE NÉOLIBÉRALE

Marco A. Gandásegui fils

Fort de son paradis fiscal et de son canal, le Panama connait une insolente croissance économique. Celle-ci a du mal à cacher les disparités grandissantes. Si un tiers des Panaméens vit sous le seuil de pauvreté, ils sont plus de 70% dans les *comarcas*[1] indigènes. Les classes populaires résistent mais peinent à s'organiser. Les luttes — des indigènes, des paysans, des étudiants, des femmes… — sont sporadiques et fragmentées.

À la fin des années 1970, la crise de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale a affecté l'Amérique latine et le Panama en particulier. Le taux de croissance du PIB a diminué et l'endettement a été creusé pour soutenir le rythme des dépenses. Des premières mesures néolibérales, adoptées dans la foulée, ont détricoté les conquêtes sociales obtenues sous le gouvernement militaire réformiste du général Omar Torrijos. Elles ont donné lieu à une vive contestation ouvrière et paysanne, violemment réprimée. Les affrontements avec la police ont causé la mort de plusieurs manifestants. (Ocampo et al., 2014).

Le tournant néolibéral

La situation économique et sociale a été ensuite perturbée par la crise politique avec les États-Unis. Celle-ci s'est soldée par l'invasion militaire nord-américaine de 1989, la chute du gouvernement panaméen et la séquestration du chef des Forces de défense (FDP), Manuel A. Noriega. La restructuration de l'économie panaméenne qui s'en est suivie s'est faite dans le cadre du « consensus de Washington ». Elle consistait en la flexibilisation de la force de travail, la dérégulation de l'économie et la privatisation des entreprises publiques les plus rentables.

L'occupation militaire de Panama par les Nord-Américains leur a permis de pénétrer la totalité des institutions du pays. Lors des cinq premières années de la décennie 1990, les agents de l'ambassade des États-Unis ont organisé des réunions entre les institutions de l'ONU et tous les secteurs de la société, de façon à ce qu'ils acceptent les nouvelles lignes de la politique néolibérale.

Celles-ci ont eu pour conséquence de générer plus de pauvreté et d'augmenter l'inégalité économique. Dans le même temps, la participation politique s'est affaiblie et le clientélisme politique est apparu. La corruption au sein des différentes instances gouvernementales s'est institutionnalisée. Pour conserver et consolider le système, pour éviter sa chute, les États-Unis sont intervenus directement à travers des programmes civils et militaires.

L'invasion nord-américaine a provoqué un changement de régime. L'antérieure alliance « populiste » entre la bourgeoisie industrielle et la classe ouvrière négociée par l'institution militaire, a perdu le pouvoir et a été remplacée par une classe de spéculateurs qui avait accès aux mécanismes financiers internationaux. Les médias, le système éducatif et même les messages des différentes églises ont été monopolisés par le même discours issu du « consensus de Washington ». Tout point de vue alternatif

[1]. Territoires autonomes indigènes. Le Panama compte cinq *comarcas*.

était attaqué sur le plan idéologique et rejeté. La nouvelle « oligarchie » avait récupéré son hégémonie perdue lors du coup d'État militaire de 1968.

Cette réalité est inchangée en 2017 : une petite oligarchie spéculatrice et rentière domine politiquement l'économie du pays. L'offensive néolibérale s'est concrétisée dans un corpus législatif qui contraint les revenus (directs et indirects) et les droits des travailleurs et favorise les secteurs des rentiers et des spéculateurs. Alors que l'économie panaméenne a régulièrement crû avec des taux moyens supérieurs à 6 % entre 1990 et 2017, les revenus des travailleurs ont stagné.

Une riposte populaire tangible mais éparpillée

Les réactions des secteurs sociaux du pays ne se sont pas fait attendre. Les peuples indigènes, d'abord, ont rejeté les politiques d'usurpation de terres et ont organisé une résistance qui s'est soldée par un succès relatif lorsque les lois reconnaissant les « réserves » ont été votées. En dépit de cela, les droits des peuples indigènes se sont vus régulièrement bafoués par les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis 1990.

En 1995, un mouvement massif rassemblant ouvriers, travailleurs ruraux et citadins, s'est opposé au projet de dérégulation du Code du travail du président Pérez Balladares censé « adapter le pays à la modernité ». En dépit de son ampleur, le mouvement est resté limité dans le champ revendicatif. Il en fut de même en 2003 quand la population est descendue pacifiquement dans la rue pour défendre le système de sécurité sociale et éviter sa privatisation.

C'est en 2010 qu'ont eu lieu les mouvements les plus importants de ces dernières années, quand, d'un trait de plume, le pouvoir a cherché à abolir un ensemble de droits sociaux et politiques durement conquis. En un seul acte législatif, la loi de juin 2010 abrogeait huit conquêtes populaires et visait à réformer pas moins que les codes pénal, judiciaire et du travail, ainsi que les lois migratoire, environnementale, de la police nationale, de l'aéronautique et de la Cour des comptes (Barrios et del Vasto, 2011).

La contestation fut durement réprimée. La répression s'est concentrée dans la ville de Changuinola, au cœur des bananeraies. Selon le Syndicat des travailleurs de l'industrie bananière et agricole (SITRAIBANA), « *des plus de 700 travailleurs blessés par balles et par chevrotine, soixante-sept ont été blessés aux yeux et trois d'entre eux ont perdu partiellement la vue. 192 travailleurs des bananeraies ont eu le corps criblé de chevrotine* » (Trucchi, 2014).

En 2012, le peuple de la ville de Colón s'est révolté contre une loi prétendant vendre tous les terrains de la Zone libre de Colón. La répression a fait trois morts. Le conflit le plus récent a été engendré par la construction du barrage Barro Blanco dans la réserve Ngobe Buglé. En février 2012, la police a réprimé violemment une manifestation massive de Ngobes à San Félix, Chiriquí. Le conflit a duré jusqu'en 2016, quand le gouvernement de Juan Carlos Varela a été contraint par le Congrès Ngobe et l'opinion publique nationale à mettre un terme à la construction du barrage.

Au cours des vingt-cinq dernières années, les mouvements sociaux au Panama ont été, en grande partie, des mouvements de résistance aux nouvelles formes de domination capitaliste. Les indigènes luttent pour leurs terres, les travailleurs pour leurs conditions de travail. La lutte des femmes pour l'égalité des droits sociaux et économiques a pris beaucoup de poids. Les expressions les plus radicales, qui remettent en question le capitalisme, se réduisent à quelques discours de dirigeants étudiants ou de certains intellectuels en manque de partisans. Les partis qui se veulent représentant des mouvements sociaux avec une ligne révolutionnaire n'ont pas réussi à prospérer face à l'hégémonie des politiques néolibérales.

La fragmentation des mouvements populaires n'est pas seulement due à des facteurs structurels. Elle a également été influencée par la transformation de la production rurale. On a assisté dans toute la région à un changement radical dans la distribution de l'espace, tant dans les zones rurales que dans les villes. Le travailleur rural s'est converti en ouvrier itinérant. Les grandes propriétés agraires se sont transformées en entreprises d'exportation agricole. Les paysans ont été dépouillés de leurs terres et prolétarisés ou forcés à migrer vers les villes.

Mais ils n'y ont pas trouvé l'emploi recherché, les industries ayant entamé leur processus de dérégulation et de flexibilisation. Les organisations ouvrières (les syndicats et autres associations

professionnelles) se sont affaiblies, face à une alliance toujours plus étroite entre les capitalistes et le gouvernement. Elles n'ont pas non plus été capables de s'opposer aux fermetures massives d'entreprises. Cela a marqué la fin de la production industrielle (Arrighi, 1997).

Les revendications dispersées sont devenues la règle. L'accès à l'eau, à la sécurité, au logement et à la santé est devenu le problème social qui focalise les énergies des classes populaires. Mais les protestations s'expriment de façon de plus en plus fragmentée. Les peuples indigènes réagissent isolément. Dans les villes, la mobilisation populaire se restreint à des revendications locales et dispersées. Ainsi morcelées, ces différents mouvements donnent lieu à des contestations ponctuelles, tour à tour des producteurs agricoles, des paysans, des peuples indigènes, des ouvriers des entreprises de pointe, des travailleurs informels et des étudiants.

Bibliographie

Arrighi G. (1997), « Los trabajadores del mundo a fines del siglo XX », Tareas, n°96.
Barrios López A. et Del Vasto C. (2011), « Un contexto actualizado sobre el movimiento social panameño », Quito, ALAI.
FAD (2016), Plan de gobierno 'Nace la esperanza', www.tribunal-electoral.gob.pa.
Fukuyama F. (1994), El fin de la historia, Barcelone, Planeta
Gandásegui M.A. (2016), « El MIREN se prepara para la batalla de 2019 », La Estrella de Panamá, 20 juillet.
Gandásegui M.A. (2004), « Democracia y movimientos sociales en Panamá », in Figueroa N.A., El centenario, Panamá, Universidad de Panamá.
Inter Press Service (1995), « Panamá : Reforma a ley laboral complica relación con sindicatos », IPS, 20 janvier.
Marini R.M. (1972), La dialéctica de la dependencia, México, Era.
Ocampo J.A. et al. (2014), La crisis latinoamericana de la deuda desde la perspectiva histórica, Santiago de Chile, CEPAL.
Rifkin J. (1996), El fin del trabajo, Barcelone, Paidós.
Stedile J.P. (2017), « Organización y convergencia popular », Quito, ALAI-Amlatina, 7 juillet.
Trucchi G. (2014), « Changuinola clama justicia a 4 años de la brutal represión de Martinelli », Agencia de noticias Somos poder popular constituyente, 28 avril.

Marco A. Gandásegui fils est professeur de sociologie à l'Université de Panama et chercheur associé du Centre d'études latino-américaines (CELA), Ciudad de Panama.

Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.

C E T R I

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Brabant wallon la jeune Province